

La Silicon Valley est-elle à la tête d'un empire colonial ?

La "seamless experience" ("expérience sans couture", ndlr) promise par la Silicon Valley se fait au prix d'un lobbying politique et commercial intense, et au mépris des conditions de travail de ceux qui fabriquent les iPhones ou modèrent les contenus sur Facebook. De plus en plus de voix s'élèvent ainsi pour dénoncer une forme d'impérialisme, voire de colonialisme. Si l'on est bien loin des dégâts causés par le colonialisme européen, ce terme constitue une grille de lecture intéressante pour analyser les relations de pouvoir à l'œuvre dans la tech industrie.



C'est dans une salle de l'Assemblée nationale, en janvier 2017, que la formule est lancée :

"La France pourrait devenir une colonie des Gafa", **tonne Laurent Alexandre**, prenant de court les députés qui l'interrogent.

Le chirurgien spécialiste de l'**intelligence artificielle** est un habitué des déclarations choc, mais parler de la France comme un pays inféodé aux Gafa fait grincer des dents l'auditoire et donne du grain à moudre aux déclinistes. Laurent Alexandre n'est pourtant pas le premier à employer le terme de "colonie" en parlant des géants du numérique. **Anjuan Simmons**, un développeur américain qui milite pour l'inclusion des minorités et des femmes dans la tech, écrit ainsi en 2015, dans un article intitulé "**Technology colonialism**", que la technologie vendue par la Silicon Valley est une "**arme culturelle de domination**".

Le soubassement de cette comparaison, c'est que les produits et services des **Gafa** (Google, Apple, Facebook, Amazon) et des **Natu** (Netflix, Air BnB, Tesla, Uber) en devenant indispensables aux consommateurs partout sur la planète – à l'exception peut-être des Nord-Coréens –, ont acquis une capacité d'influence sans équivalent dans le monde, créant de multiples systèmes de dépendance (à la fois économiques, politiques et culturels) sur lesquels ils prospèrent.



Cyber-colonialisme

L'emploi du terme "colonialisme" implique, **selon Wikipédia**, "une dimension territoriale et/ou démographique" par l'invasion violente ou abusive des frontières d'un État ou la migration de colons.

Même si Google et consorts ne sont pas des États et n'ont pas de territoires, "leur poids économique les place désormais au même rang que les nations", défend Anjuan Simmons. Le ministre des Affaires étrangères danois évoque même dans les colonnes de *Politiken* des "États d'un nouveau genre", ce qui justifie qu'il ait nommé en janvier 2017 son premier ambassadeur en charge de la "techplomatie" c'est-à-dire des relations avec les entreprises de la tech.

Il faut dire que d'après l'étude "GAFAnomics" menée en 2014-2015 par Fabernovel, la valorisation d'Apple pèse plus lourd que le PIB annuel de la Suisse, le nombre d'utilisateurs de Facebook (2 milliards) dépasse le nombre d'habitants de la Chine (1,3 milliard) et 90 % des recherches mondiales sont effectuées sur Google. Cette puissance économique s'appuie sur des zettabytes de données de consommateurs.



La Silicon Valley, vue depuis Mission Peak Hill. / Crédits : Alexey Ulashchick / Shutterstock

Pour George Danezis, professeur de sécurité de l'information et d'ingénierie de la vie privée au University College de Londres, l'exploitation économique et la surveillance de ces données relèvent plutôt du "cyber-colonialisme" – point sur lequel Laurent Alexandre le rejoint.

Dans un article paru en 2014, Danezis propose une définition dérivée de celle que le dictionnaire d'Oxford donne du colonialisme : le cyber-colonialisme est

"la politique ou la pratique permettant l'acquisition du contrôle total ou partiel du cyber-espace d'un autre pays, occupant ce dernier par des technologies et des composants, servant des intérêts étrangers et l'exploitant économiquement".

En d'autres termes, l'appropriation sauvage dont la Silicon Valley se rend coupable, c'est celle de nos données qui, dans un monde ultra connecté, deviennent plus ou moins l'équivalent de notre inconscient collectif. On pourrait presque dire que les Gafa occupent et exploitent nos cerveaux.

Impérialisme culturel

Cette lecture est issue de la théorie post-coloniale, qui étudie l'héritage des relations coloniales à travers la production de savoirs et de représentations culturelles. Or, aujourd'hui, la puissance du *soft power* de la Silicon Valley est indéniable. Un exemple : en 2015, Mark Zuckerberg, PDG de Facebook, présente, tout sourire, l'ambitieux projet *Free Basics*, qui promet de connecter à Internet des millions d'individus dans le monde entier.

"Free Basics fait de l'utilisateur un consommateur passif de contenus culturels occidentaux"

L'offre est simple : ceux qui n'ont pas ou plus Internet sur leur téléphone peuvent accéder à un nombre limité de sites – dont Facebook – gratuitement. Le réseau social signe des partenariats à tour de bras avec des opérateurs télécoms en Inde, au Mexique, au Ghana, etc. Mais début 2016, après des mois de négociations avec le gouvernement indien, il fait face à une opposition qui dénonce une opération "Facebook pour tous" et assimile *Free Basics* à une tentative de mainmise culturelle sur le

pays. Ellery Roberts Biddle, "directrice de plaidoyer" de **Global Voices**, une ONG militant pour la liberté d'expression sur Internet, détaille dans le *Guardian* :

"Free Basics construit un petit Internet qui fait de l'utilisateur un consommateur passif de contenus culturels occidentaux. C'est une forme de colonialisme numérique."

La polémique s'envenime encore plus quand Marc Andreessen, investisseur de renom et membre du board de Facebook, tweete :

"L'anti-colonialisme a été désastreux économiquement pour le peuple indien pendant des décennies. Pourquoi s'arrêter là ?"

Après cette délicate référence à la nostalgie du joug britannique, Mark Zuckerberg présente ses excuses et se démarque de son embarrassant ami.



Avec le service *Free Basics*, ceux qui n'ont pas ou plus Internet sur leur téléphone peuvent accéder à un nombre limité de sites – dont Facebook – gratuitement. Crédits : Vgrigas / Flickr

Mais le mal est fait. Pour **Beatrice Martini**, activiste à l'ONG *Aspiration* et praticienne affiliée à la *Harvard Kennedy School*, cette anecdote révèle un problème plus large :

"Alors que certaines innovations technologiques sont présentées comme universellement positives et bénéfiques pour les communautés dans le monde entier, au-delà des frontières et par-delà les cultures (...), il est nécessaire de questionner comment et pour qui les outils et services sont créés et avec quels droits et quelles restrictions ils sont rendus accessibles, afin de montrer comment la technologie reproduit des paradigmes colonialistes."

S'adapter au contexte local signifie aussi impliquer des ingénieurs qui en sont issus dans la conception des solutions proposées

Dans ce cas précis, Facebook a prétexté un engagement humanitaire pour développer son emprise sur un juteux marché : *Free Basics* promettait peut-être de connecter l'Inde à Internet, mais en réalité Facebook était le seul service proposé gratuitement. Au passage, l'offre contrevenait au principe de neutralité du Net, qui garantit l'égalité de traitement de tous les contenus sur Internet. Toute cette affaire n'est pas sans rappeler ce que le penseur **Evgeny Morozov** appelait, dans son livre *Pour tout résoudre cliquez ici* (FYP éditions, 2014), le "solutionnisme technologique". Il y dénonce les illusions dont se berce la *Silicon Valley*, qui pense pouvoir résoudre des problèmes complexes à coups d'applications. Or, s'adapter au contexte local exige de bien le connaître, ce qui signifie aussi impliquer des ingénieurs qui en sont issus dans la conception des solutions proposées.

"iEsclavage"

Car les entreprises de la *Silicon Valley* entretiennent également dans leur manière même de travailler une asymétrie qui confine à la domination. Elles s'appuient sur une division internationale du travail

qu'elles n'ont certes pas inventée, mais sur laquelle elles s'enrichissent grassement. Aux ingénieurs (mâles, blancs, américains) des pays du Nord la conception des nouveaux produits ; aux travailleurs pauvres des pays du Sud les tâches industrielles (assemblage de smartphones, recyclage des appareils, etc.) ou dématérialisées (plateformes de micro-travail). Toute cette masse d'emplois précaires assumés par des travailleurs du Sud pour asseoir la prospérité des géants du Nord peut être regroupée sous le terme **digital labor**, ou "travail numérique".

Pour le chercheur **Christian Fuchs**, ce phénomène n'est ni plus ni moins que le prolongement de l'exploitation de l'ère industrielle, car il

"englobe tous les modes de production numérique ; un réseau agricole, industriel et informationnel de travail qui permet l'existence et l'utilisation des médias numériques. Aujourd'hui, la plupart de ces relations de production numérique sont façonnées par le travail salarié, le travail esclavagisé, le travail précaire et le travail freelance, faisant de la division internationale du travail un réseau interconnecté et complexe de processus d'exploitation".



Crédits : Nyaba Ouedraogo

Dans **un article de Monthly Review** publié en 2016, l'universitaire illustre son propos en prenant l'exemple de Foxconn, l'usine de construction et d'assemblage d'Apple :

"Qu'Apple s'enorgueillisse en 2014 d'imposer une semaine de 60 heures pour travailler sur sa chaîne logistique montre que l'impérialisme contemporain lié à la division internationale du travail n'est pas juste une exploitation, mais est en réalité raciste : Apple présuppose que pour des gens en Chine, 60 heures de travail est un standard acceptable."

Quelques années plus tôt, le chercheur taïwanais Jack Linchuan Qiu qualifiait déjà le sort des ouvriers chinois dans les usines Foxconn de "iSlavery", ou "iEsclavage". Son livre **Working-Class Network Society** (The MIT Press, 2009) détaille les violations des droits humains et la prévalence des suicides dans ces usines : en 2010, on a dénombré 18 tentatives de suicide et 14 morts confirmées. En 2012, 150 ouvriers ont menacé de sauter du toit si leurs heures de travail n'étaient pas payées. Qiu dénonce également une collusion entre gouvernements et entreprises pour construire des systèmes de domination, d'exploitation et de dépendance économique au détriment des travailleurs chinois.

Tandis que les pays du Nord sont les principaux pourvoyeurs de micro-tâches, dans les pays du Sud, c'est la demande de travail qui prédomine

Des ateliers de la Chine aux mines de cobalt de la République démocratique du Congo en passant par les déchetteries toxiques du Ghana où atterrissent nos appareils numériques, même combat : les épouvantables conditions de travail des forçats du numérique sont soigneusement ignorées. Pour ceux qu'on appelle les "micro-travailleurs", ces "freelancers" qui effectuent des tâches répétitives demandant peu de qualifications sur des plateformes comme Upwork ou Amazon Turk, même si la dynamique est moins violente, le constat est similaire.

Un sondage effectué par un groupe de travail multidisciplinaire du **Oxford Internet Institute** a analysé 60 000 transactions effectuées sur la plateforme *Upwork* (qui compte 10 millions de micro-travailleurs) et mis en lumière les asymétries de pouvoir entre l'Occident et le reste du monde, notamment en ce qui concerne la capacité de négociation. Tandis que les pays du Nord sont les principaux pourvoyeurs de micro-tâches, dans les pays du Sud, c'est la demande de travail qui prédomine (majoritairement en Inde, aux Philippines et en Malaisie). De quoi raviver les souvenirs de travailleurs autochtones longtemps mis de force au service des colons fraîchement débarqués.

"Colonialité" plutôt que colonialisme

Pourtant, si la grille de lecture post-coloniale est un outil conceptuel intéressant pour mieux comprendre ces structures de domination, la référence ne peut être manipulée à la légère. Dans son article **"Digital Labor Studies Go Global. Towards a "digital decolonial turn"**, publié en 2017 dans *l'International Journal of Communication*, le chercheur Antonio Casilli écrit que le parallèle avec

"le colonialisme, l'impérialisme et l'esclavage pose certains problèmes. (...) Ces concepts sont à la fois trop osés et trop mous. Osés parce qu'ils reposent sur la valeur choc de notions chargées d'histoire ; mous parce qu'ils ne vont pas au-delà d'équivalences abstraites".

D'après lui, ces grilles d'analyse plaquent des interprétations sur des relations qui n'ont pas d'histoire coloniale : les États-Unis n'ont jamais été les colonisateurs historiques par exemple ; pour autant, ce sont eux qui essuient les principales critiques dans le débat sur l'exploitation à l'heure numérique. Antonio Casilli souligne également une tendance à l'"orientalisme", qui enferme les pays du Sud dans un rôle statique, figé dans des rapports qui les rendent "passifs", ce qui relève d'"un certain paternalisme".

Antonio Casilli introduit le concept philosophique de "colonialité" en lieu et place de celui de colonialisme pour nourrir une réflexion sur l'émancipation des travailleurs du Sud

Casilli introduit donc le concept philosophique de **"colonialité"** en lieu et place de celui de colonialisme, non seulement pour rendre visibles les relations de pouvoir évoquées plus haut, mais aussi pour nourrir une réflexion sur l'émancipation des travailleurs du Sud. Il s'appuie sur les travaux du professeur portoricain d'études post-coloniales **Nelson Maldonado-Torres**, pour qui la colonisation s'immisce aussi dans les manières d'être des colonisés, subsistant même après la fin des administrations coloniales. Pour Maldonado-Torres, les sujets modernes

"respirent la colonialité tout le temps et tous les jours" et partagent des traits existentiels, qu'il définit comme la "colonialité de l'être".

En d'autres termes, il faut prendre en compte les subjectivités des personnes qui ont créé leur identité en tant que sujets coloniaux

"et donc qui ne se projettent qu'à partir de ces relations d'exploitation", explique Antonio Casilli.

Des travailleurs dans les mines de cobalt du Congo. Crédits : Amnesty International



Pour le sociologue, ce concept peut éclairer les relations de pouvoir qui continuent d'exister aujourd'hui à l'ère du **digital labor**, tout en ouvrant une voie vers l'émancipation, grâce à la création d'une identité commune pour ces travailleurs numériques, souvent isolés et marginalisés. Le chercheur reprend les mots de Maldonado-Torres pour appeler à

"rendre visible l'invisible et analyser les mécanismes qui produisent cette invisibilité ou la visibilité distordue (...) pour permettre l'émergence de réflexions critiques provenant des personnes "invisibles" elles-mêmes".

Cette prise de conscience des travailleurs invisibles est la première étape pour s'émanciper des relations de pouvoir, que ce soit par la création de coopératives ou par le conflit.

En parallèle – et peut-être sera-t-elle poussée par l'autonomisation des travailleurs –, il faudra bien aussi qu'à terme intervienne une forme de "libération" du consommateur. Car même l'exploitation numérique possède deux versants : la situation de l'ouvrier/travailleur numérique vient refléter celle du consommateur qui, tout en étant du "bon côté" de la barrière, est devenu dépendant des produits et services de la *Silicon Valley*, en échange desquels il cède aux *Gafa* et autres géants du numérique ses données personnelles et toute son attention.

Bref, tout le monde est perdant, sauf *Google* et ses amis. Pour l'instant. Mais il semblerait que le désir d'un modèle plus équitable pour tous commence à gronder... Sous la *Valley*, les pavés ?

SUR LE MÊME SUJET :

- **Microtravailleurs de tous les pays, unissez-vous !**
- **Quand les GAFAM contrôleront le monde**
- **Les GAFAM contre l'Internet : "Leur objectif, c'est d'absorber le marché"**
- **"Mon Dieu, qu'est-ce qu'on a fait ?" : Les ex de Facebook et Google ont des états d'âme**

□ Image à la une extraite de la série **"The Hell of Copper"** du photographe Nyaba Ouedraogo.